

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 346

13 février 2013

SOMMAIRE

Antarès Capital	16562	MITR S.A.	16597
Augur Capital Advisors S.A.	16607	Moller Green Energy S.à r.l.	16597
Belfil S.A.	16565	Montalux S.à r.l.	16597
Bluelux S.A., SPF	16562	M&S Coiffure s. à r.l.	16595
BNLFOOD Investments Limited	16568	Mylan Luxembourg 8 S.à r.l.	16593
BNLFOOD Investments Limited	16598	Nationwide Management S.A.	16592
Bula S.A., SPF	16564	Nut Holding Company S.A.	16591
Cezane S.A., SPF	16562	Octinvest S.A.	16592
Criali Investment S.A.	16564	O & G Fire S.A.	16591
DWS Invest	16565	Omega Partners S.à r.l.	16591
East Med Holdings S.A.	16606	O.P.M. Luxembourg S.A.	16591
Immobilière Lux S.A.	16605	Orlando Italy Special Situations SICAR (SCA)	16592
Jerry Grün Sàrl	16608	Pactum	16574
Large Investments S.à r.l.	16606	Pharaon S.A.	16563
L'Art Culinaire	16566	Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse	16606
Linkspan S.A.	16596	P.I.H. Property Investment Holdings Lu- xembourg S.A.	16592
Lotsa Holding S.A.	16596	Poirey S.à r.l.	16604
Lotsa Holding S.A.	16595	PR Retail Asset I S.à r.l.	16571
Lotsa Holding S.A.	16595	Reyl Private Office (Luxembourg) S.à r.l.	16593
LSF5 Roundup Holdings S.à r.l.	16594	Riddick SPF, S.A.	16593
Lucos Consulting S.à r.l.	16595	Royale Service S.A.	16593
Lux 3 W S.A.	16594	Scalfi Esfin S.A.	16563
Maison Rideaux Thibeau, S.à r.l.	16594	Scandium Alternative Investments	16563
Maitland Luxembourg S.A.	16595	Souliyet S.A.-SPF	16565
Mandataria Immobilière S.A.	16596	Sutter International Group S.A.	16590
Maple Leaf Investments S.à r.l.	16594	Unilnstitutional IMMUNO Top	16590
Market Development International	16594	Windsail Holding S.A.	16569
Matières Grises SA	16596		
Matières Grises SA	16596		
Minerva Participation S.à r.l.	16597		
Mirom S.A.	16597		

Antarès Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.768.

—

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 mars 2013 à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022072/795/17.

Bluelux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.342.

—

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 4 mars 2013 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022073/833/19.

Cezane S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.217.

—

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 6 mars 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022074/833/18.

Scalfi Esfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 61.525.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 4 mars 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes y relatifs.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022075/534/18.

Scandium Alternative Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 118.344.

You are hereby convened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders to be held in Luxembourg at the registered office of the Company on March 4, 2013 at 2.00 p.m. (Luxembourg time) with the following

Agenda:

1. Acknowledge and approve the auditor's report for the period from January 1, 2009 to November 27, 2009 i.e. the date of the dissolution of the Company;
2. discharge to the Board of Directors and the Auditors for the period from January 1, 2009 to November 27, 2009 i.e. the date of the dissolution of the company;
3. present and approve the report of the liquidator on the liquidation for the period from November 28, 2009 to May 31, 2012;
4. give discharge to the Liquidator for his role for the period from November 28, 2009 to the date of this extraordinary general meeting;
5. Miscellaneous.

Should you not be able to attend the meeting in person, please date and sign the enclosed proxy and return it before March 3, 2013 by fax and by mail to the address of the Company.

By order of the Liquidator

H.R.T. Révision S.A.

Référence de publication: 2013019646/24.

Pharaon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.594.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 21 février 2013 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue dans les statuts;
2. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Présentation et approbation des comptes annuels statutaires au 31 décembre 2011;

4. Présentation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société sur les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2011;
5. Présentation et approbation des comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2011;
6. Affectation des résultats;
7. Décision concernant la poursuite de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915, telle qu'elle a été modifiée, sur les sociétés commerciales;
8. Décharge aux membres du Conseil d'Administration, au Commissaire aux Comptes et au Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice écoulé au 31 décembre 2011;
9. Renouvellement du mandat de Madame Natalia Venturini en sa qualité d'administrateur, jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur l'approbation des comptes annuels de la société clos au 31 décembre 2013;
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013017483/795/25.

Bula S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 167.494.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 février 2013 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013016723/833/18.

Criali Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 23.304.400,00.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.028.

Les actionnaires de la société CRIALI INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.028 (les «Actionnaires») sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le 21 février 2013 à 14.00 heures aux 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg (l'«Assemblée»), en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

«Ordre du jour:

1. Approbation de la cession de certains actifs de la Société; et
2. Divers.»

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, tout Actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procuration sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société à l'attention du conseil d'administration.

Pour toute demande supplémentaire d'information, les Actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès de CRIALI INVESTMENT S.A., à l'attention du conseil d'administration, 45-47, Route d'Arlon, L-1140, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013017481/23.

Souliyet S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 75.794.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 février 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013016728/833/18.

Belfil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 86.819.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 28 février 2013 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013014087/788/15.

DWS Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 86.435.

Die Anteilhaber der SICAV DWS Invest werden hiermit zur

ERSTEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Freitag, 22. Februar 2013 um 11.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Änderung der Satzung der SICAV in Bezug auf das Luxemburger Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen zur Umsetzung der Richtlinie 65/2009/EG
2. Neuformulierung der Satzung der SICAV
3. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 18. Februar 2013 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile. Im Falle, in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versamm-

lung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile getroffen.

Aktionäre können die vorläufige aktualisierte Satzung am eingetragenen Sitz der SICAV einsehen.

Luxemburg, im Februar 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013016724/755/27.

L'Art Culinaire, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6141 Junglinster, Domaine du Belenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 174.989.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le trente janvier.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur David MARTINEZ, restaurateur, né le 15 mai 1972 à Migennes (France), demeurant à B- 6700 Arlon, Rue de la Sapinière, 35.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'activité d'exploitation d'un bar, brasserie, restaurant avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques. Afin de réaliser son objet social, la société pourra faire toutes opérations ou transactions de nature à promouvoir et faciliter la réalisation ou l'extension de son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de «L'ART CULINAIRE», société à responsabilité limitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Junglinster.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Le premier exercice comptable commence à compter du jour de sa constitution.

Le début de l'activité commerciale commence en février 2013.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.-€) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mil treize.

Souscription et Libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites intégralement par Monsieur David MARTINEZ, restaurateur, né le 15 mai 1972 à Migennes (France), demeurant à B- 6700 Arlon, Rue de la Sapinière, 35.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille trois cent cinquante euros (1.350.- euros). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentées comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à un;
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur David MARTINEZ, restaurateur, né le 15 mai 1972 à Migennes (France), demeurant à B- 6700 Arlon, Rue de la Sapinière, 35

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant.

3. L'adresse de la société est fixée à L-6141 Junglinster, Domaine du Belenhaff.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: D. MARTINEZ, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 février 2013. Relation: EAC/2013/1615. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, LE 8 février 2013.

Référence de publication: 2013020664/102.

(130024625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

BNLFOOD Investments Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9559 Wiltz, Z.I. Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 113.632.

L'an deux mille douze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Marc WEISSBERG, administrateur de société, demeurant à Bazra, (Israël), (ci-après «le mandataire»), agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée «BNLFOOD Investments Limited», établie et ayant son siège social à L-9559 Wiltz, Zone Industrielle Salzbaach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 113.632, (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 749 du 13 avril 2006,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1458 du 28 juillet 2009,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du conseil de gérance, prise en sa réunion du 19 décembre 2012, un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lesquels comparants, agissant ès-dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à onze millions deux cent soixante-trois mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents (11.227.663,90 EUR), représenté par cent trente mille cinquante-six (130.056) Parts A, cent douze mille sept cent quinze (112.715) Parts B et deux cent cinquante-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatre (257.984) Parts C, toutes sans désignation de valeur nominale.

II.- Qu'aux termes de l'article 5 des statuts, le capital social pourra être porté de son montant actuel à QUATORZE MILLIONS QUATRE CENT QUARANTE-DEUX MILLE NEUF CENT VINGT-QUATRE EUROS (14.442.924,- EUR) par la création et l'émission de Parts supplémentaires, et le conseil de gérance a été autorisé par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 24 avril 2009 à décider de la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le conseil de gérance, en sa réunion du 19 décembre 2012 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article 5 des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence d'un million d'euros (1.000.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de onze millions deux cent soixante-trois mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents (11.227.663,90 EUR) à douze millions deux cent soixante-trois mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents (12.227.663,90 EUR), par la création et l'émission de quatre-vingt-six mille sept cent trente (86.730) nouvelles parts sociales de catégorie C (les «Parts C»), sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales anciennes.

(i) Que le conseil de gérance a accepté la souscription des quatre-vingt-six mille sept cent trente (86.730) nouvelles Parts C:

- la société anonyme de droit belge «ING Belgique», avec siège social à B-1000 Bruxelles, 24, avenue Marnix, (Belgique), inscrite au Registre des Personnes Morales de Bruxelles et à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0403200393, pour 55.811 Parts C,

- la société anonyme de droit belge «BELUGA», avec siège social à B-1740 Ternat, Assesteenweg 65 (Belgique), inscrite au Registre des Personnes Morales de Bruxelles et à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0401765981, pour 23.703 Parts C,

- Monsieur Marc WEISSBERG, administrateur, demeurant à IL-60944 Bazra, Nourit Street 49 (Israël), pour 4.938 Parts C, et

- la société coopérative à responsabilité limitée de droit belge «WEISSBERG CORP. Investments Ltd.», avec siège social à IL-60944 Bazra, Nourit Street 49, Israël, inscrite au Registre des Personnes Morales de Bruxelles et à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0822.103.803, pour 2.278 Parts C.

(ii).- Que les quatre-vingt-six mille sept cent trente (86.730) Parts C nouvelles ont été souscrites par les souscripteurs prédits et libérées intégralement par versements d'avances en numéraire à un compte bancaire au nom de la

Société, de sorte que la somme d'un million d'euros (1.000.000,- EUR) s'est trouvé à la libre disposition de la Société, ce qui est expressément constaté par le comparant.

IV.- Que suite à la réalisation de l'augmentation de capital dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa du point «5.1 Capital social» de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

“ Art. 5. Corporate Capital.

5.1 Corporate capital

The corporate capital is set at 12.227.663,90 EUR (twelve million two hundred twenty seven thousand six hundred sixty three Euro and ninety cents), represented by one hundred thirty thousand fifty six (130.056) A shares, one hundred and twelve thousand seven hundred and fifteen (112.715) B shares and three hundred forty four thousand seven hundred fourteen (344.714) C shares, all without designation of a par value.”

Version française:

« Art. 5. Capital.

5.1 Capital social

Le capital social est fixé à douze millions deux cent vingt-sept mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents (12.227.663,90 EUR), représenté par cent trente mille cinquante-six (130.056) Parts A, cent douze mille sept cent quinze (112.715) Parts B et trois cent quarante-quatre mille sept cent quatorze (344.714) Parts C, toutes sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 2.200,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ès qualités qu'ils agissent, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Marc WEISSBERG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 31 décembre 2012. Relation GRE/2012/5087. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 18 janvier 2013.

Référence de publication: 2013010695/85.

(130012097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Windsail Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 1, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 99.259.

DISSOLUTION

In the year two thousand twelve, on the nineteenth day of December,
before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

Appeared:

NICO GLOBAL INC, a company with registered office at 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

“the appearing party”

here represented by Mr Philippe PONSARD, “ingénieur commercial”, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

“the proxyholder”

by virtue of a proxy given under private seal which, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed to be registered with it.

The appearing party, represented as stated hereabove, declares and requests the notary to act:

1. That the company WINDSAIL HOLDING S.A., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 99259, with registered office at 1, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, was incorporated on 6 February 2004, pursuant to a deed drawn-up by Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 401 of 15 April 2004, and the Articles of

Association of which have been amended for the last time pursuant to a deed received on 10 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2804 of 21 December 2010.

2. That the capital of the company WINDSAIL HOLDING S.A. amounts to USD 6,774,540 (six million seven hundred seventy-four thousand five hundred forty US Dollars) divided into 677,454 (six hundred seventy-seven thousand four hundred fifty-four) shares of USD 10 (ten US Dollars) each, entirely paid-up.

3. That the appearing party has become sole owner of all the shares representing the subscribed capital of the company WINDSAIL HOLDING S.A.

4. That the appearing party, as sole shareholder, hereby expressly declares that it is proceeding to the dissolution of the company with immediate effect.

5. That the activity of the company has ceased, that the sole shareholder takes over all the assets and all the liabilities of the company and that, as liquidator, it commits itself to pay off all the liabilities of the dissolved company; so that the liquidation of the company is done and closed.

6. That the appearing party grants discharge to the members of the board of directors and to the statutory auditor of the company.

7. That the proxyholder or the notary may proceed to the cancellation of the company's shares.

8. That all the documents of the dissolved company will be kept during a period of five years at the registered office of CF Corporate Services.

Costs

The amount of costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the company and charged to it by reason of the present deed is therefore estimated at one thousand seven hundred Euros (EUR 1,700.-)

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above named appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-neuf décembre,

par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

NICO GLOBAL INC, une société ayant son siège social au 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

«la comparante»

ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

«le mandataire»

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, requiert le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. Que la société WINDSAIL HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 99259, ayant son siège social au 1, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, a été constituée en date du 6 février 2004 suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 401 du 15 avril 2004, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu en date du 10 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2804 du 21 décembre 2010.

2. Que le capital de la société WINDSAIL HOLDING S.A. s'élève à USD 6.774.540 (six millions sept cent soixante-quatorze mille cinq cent quarante dollars américains) représenté par 677.454 (six cent soixante-dix-sept mille quatre cent cinquante-quatre) actions de USD 10 (dix dollars américains) chacune, entièrement libérées.

3. Que la comparante est devenue propriétaire unique de la totalité des actions représentatives du capital souscrit de la société anonyme WINDSAIL HOLDING S.A.

4. Que par la présente, la comparante, en tant qu'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat.

5. Que l'activité de la société a cessé; que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et de tout le passif de la société et que en sa qualité de liquidateur, elle réglera tout le passif de la société dissoute; que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

6. Que la comparante donne décharge pleine et entière aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes de la société.

7. Que le mandataire ou le notaire instrumentant peuvent procéder à l'annulation des actions de la société.

8. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de CF Corporate Services.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Philippe PONSARD, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2012. Relation GRE/2012/5017. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2013020977/99.

(130024186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

PR Retail Asset I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 157.571.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

IT APPEARED:

Parthena Reys Property Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with a share capital amounting to thirty-two thousand three hundred ninety-five Euro (EUR 32,395.-), whose registered office is at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under number B 152.148;

hereby represented by Ms Virginie Gonella, Attorney-at-Law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 21 December 2012 given under private seal.

The said proxy after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of PR Retail Asset I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) under number B 157.571 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary Maître Henri Hellinckx on 30 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 10 February 2011, number 278 page 13334. The Company's articles of association have not been amended since that date.

II. The Sole Shareholder, duly represented as stated here above, having recognized to be duly informed of the resolutions to be taken, has decided to vote in favour of all of the items of the following agenda:

Agenda:

1) Increase of the share capital of the Company by an amount of seven thousand five hundred Euro (EUR 7,500.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to twenty thousand Euro

(EUR 20,000.-), by the issuance of seven thousand five hundred (7,500) new shares (parts sociales) with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the New Shares), having the same rights and privileges as the existing shares, together with a total share premium of an amount of forty-two thousand five hundred Euro (EUR 42,500.-) (the Share Premium);

2) Subscription and full payment of the aggregate amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) by the sole shareholder equal to the New Shares together with the Share Premium, by a contribution in kind consisting in a receivable the sole shareholder holds against the Company, as further described in a report of the board of managers (conseil de gérance) of the Company dated 20 December 2012;

3) Subsequent amendment of article 5 of the Articles; and

4) Miscellaneous.

Consequently, on the basis of the aforementioned agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of seven thousand five hundred Euro (EUR 7,500.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to twenty thousand Euro (EUR 20,000.-), by creating and issuing seven thousand five hundred (7,500) New Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares, together with a Share Premium of an amount of forty-two thousand five hundred Euro (EUR 42,500.-).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated here above, DECLARES to subscribe for the New Shares and to fully pay up such New Shares, together with the Share Premium by a contribution in kind consisting in a receivable it currently owns against the Company (the Contribution in Kind), as further described in a report of the Board of Managers of the Company dated 20 December 2012 (the Company's Report).

Declaration

The value of the Contribution in Kind to the Company is evidenced by the Company's Report, which values the Contribution in Kind at the amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-).

The aggregate amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) equal to the value of the Contribution in Kind is allocated as follows:

- an amount of seven thousand five hundred Euro (EUR 7,500.-) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company; and

- an amount of forty-two thousand five hundred Euro (EUR 42,500.-) is to be allocated to the Share Premium reserve account of the Company.

This Company's Report, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder RESOLVES to amend article 5 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5. Share Capital.** The issued share capital of the Company is set at twenty thousand Euro (EUR 20,000.-) divided into twenty thousand shares (parts sociales), each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), all of which are fully paid up and entirely subscribed [...].”

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS, THE MEETING IS CLOSED.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Parthena Reys Property Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et un capital social s'élevant à trente-deux mille trois cent quatre-vingt-quinze Euro (EUR 32.395,-) enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.148;

ici représentée par Madame Virginie Gonella, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 21 décembre 2012 donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à l'enregistrement.

I. La partie comparante est le seul associé (l'Associé Unique) de PR Retail Asset I S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et un capital social s'élevant à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 157.571 (la Société). La Société a été constituée par un acte du notaire soussigné Maître Henri Hellinckx, en date du 30 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 février 2011, numéro 278 page 13334. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis cette date.

II. L'Associé Unique, dûment représenté, ayant reconnu avoir été dûment informé des résolutions à prendre, a décidé de voter en faveur de tous les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de sept mille cinq cents Euro (EUR 7.500,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) à vingt mille Euro (EUR 20.000,-), par l'émission de sept mille cinq cents (7.500) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les Nouvelles Parts Sociales) ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes, ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quarante-deux mille cinq cents Euro (EUR 42.500,-) (la Prime d'Emission);

2) Souscription et libération intégrale du montant total de cinquante mille Euro (EUR 50.000,-) par l'associé unique correspondant aux Nouvelles Parts Sociales ensemble avec la Prime d'Emission par un apport en nature consistant en une créance que l'associé unique détient contre la Société, tel que plus amplement décrit dans le rapport du conseil de gérance de la Société (le Conseil de Gérance) daté du 20 décembre 2012;

3) Modification subséquente de l'article 5 des Statuts; et

4) Divers.

En conséquence, sur base de l'ordre du jour mentionné ci-dessus, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de sept mille cinq cents Euro (EUR 7.500,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) à vingt mille Euro (EUR 20.000,-), par la création et l'émission de sept mille cinq cents (7.500) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et prérogatives que les parts sociales existantes, ensemble avec la Prime d'Emission d'un montant de quarante-deux mille cinq cents Euro (EUR 42.500,-).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-dessus, DECLARE souscrire à la totalité des Nouvelles Parts Sociales et libérer intégralement ces Nouvelles Parts Sociales, ensemble avec la Prime d'Emission, par un apport en nature consistant en une créance qu'il détient actuellement contre la Société (l'Apport en Nature), tel que plus amplement décrit dans le rapport du Conseil de Gérance de la Société daté du 20 décembre 2012 (le Rapport de la Société).

Déclaration

La valeur de l'Apport en Nature à la Société est justifiée par le Rapport de la Société, lequel évalue l'Apport en Nature à un montant de cinquante mille Euro (EUR 50.000,-).

Le montant total de cinquante mille Euro (EUR 50.000,-) égal à la valeur de l'Apport en Nature est alloué comme suit:

- un montant de sept mille cinq cents Euro (EUR 7.500,-) est à allouer au compte du capital social de la Société; et
- un montant de quarante-deux mille cinq cents Euro (EUR 42.500,-) est à allouer au compte de réserve relatif à la Prime d'Emission de la Société.

Le Rapport de la Société, après avoir été signé «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités d'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique DECIDE de modifier l'article 5 des Statuts, qui se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à vingt mille Euro (EUR 20.000,-) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées [...].»

L'ORDRE DU JOUR ÉTANT ÉPUISÉ, LA RÉUNION EST CLÔTURÉE.

Frais

Les dépenses, rémunérations, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 2.000,-.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. GONELLA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 4 janvier 2013. Relation: LAC/2012/628. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 février 2013.

Référence de publication: 2013018113/158.

(130021602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2013.

Pactum, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.002.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of January.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

"Pactum Asset Management Ltd, London", a company organized and existing under the laws of the United Kingdom with its registered office at 1 Knightsbridge Green, London SW1X 7QA, UK

here represented by Mr Claude Bouillon, private employee, professionally residing at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in London.

Which proxy, initialed "ne varietur" by the proxy of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a "société anonyme" which it declares to form, and which shall be as follows:

Chapter I - Form, Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Form and Denomination. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a "société anonyme" qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") under the name of "PACTUM" (hereinafter the "Company").

The Company shall be governed by the law of February 13, 2007 relating to Specialised Investment Funds (hereinafter the "Law").

Art. 2. Duration. The Company is formed for an unlimited duration, and may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association of the Company (hereinafter the "Articles").

Art. 3. Corporate object. The Company's sole object is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the

management of its portfolio. The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law, as such Law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Further, the board of directors of the Company may decide that the Company or a particular sub-fund shall borrow for investment purpose or any other purpose, within the limits fixed by the board of directors and specified in the offering document or in the prospectus.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

If the board of directors considers that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Branches or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, by a decision of the board of directors.

Chapter II - Capital, Sub-funds

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net asset value of the Company, as defined under article 14 hereinafter.

The minimum capital of the Company can not be lower than the level provided for by the Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under the Law.

The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into three hundred and ten (310) fully paid-up shares of no par value.

Art. 6. Capital variation. The Company's share capital shall vary, without any amendment of the Articles, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-funds. The board of directors may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or "sub-fund" of the Company's net asset (each hereinafter a "Sub-Fund", and collectively the "Sub-Funds"). In such a case, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds, and each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Towards third parties, the Company shall constitute a single legal entity. However, notwithstanding article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of a particular Sub-Fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Sub-Fund. The assets, commitments, charges and expenses which cannot be allocated to one specific Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds proportionally to their respective net assets, or pro rata to their respective net assets, if appropriate due to the amounts considered.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the offering document or in the Private Placement Memorandum, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purposes of determining the capital of the Company, the net assets of each Sub-Fund shall, if not expressed in euro, be converted into euro and the capital of the Company shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

Chapter III - Shares, Net asset value, Pools of assets

Art. 8. Form of the shares. The shares of the Company shall be issued in registered form only.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of registered shares which shall be kept by the Company or by one or several person(s) designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of registered shares evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or affixed by means of a stamp. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized therefore by the board of directors; in this latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide the Company with an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not limited to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The duplicate share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon the issuance of the duplicate share certificate, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or several share(s) are jointly owned or if the ownership of share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 9. Subscription and Classes of shares. The shares of the Company are reserved to well-informed investors ("investisseurs avertis") within the meaning of the Law (hereinafter the "Eligible Investors" and, individually, an "Eligible Investor").

The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the directors of the Company, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The Company may in the future, within each Sub-Fund, issue new shares, possibly of different classes, without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing class(es) of shares in, inter alia, their reference currency, charging structure, the minimum investment requirements, the management fees, the attribution of the Company's performance applying to them or the type of target investors. Within each such class of shares, further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the board of directors may from time to time determine and as disclosed in the offering document or in the Private Placement Memorandum. For the purposes of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires. In such a case, the offering document or the Private Placement Memorandum shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of new shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the board of directors and disclosed in the offering document or in the Private Placement Memorandum, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

Furthermore, in addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law, the board of directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund or of a class of shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such

other conditions shall be disclosed and more fully described in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

Whenever the Company issues new shares, the subscription price per share shall be the net asset value per share for each Sub-Fund and for each class of shares, determined in accordance with article 14 hereof as of such Valuation Day (as defined in article 14 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable subscription charge, as approved from time to time by the board of directors and as disclosed in the offering document or in the Private Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors which shall not exceed five (5) business days from the date on which the relevant NAV is released (as defined in the offering document or in the Private Placement Memorandum).

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agree, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, and must comply with the investment objectives, restrictions and policies of the Company or of the relevant Sub-Fund. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the board of directors by the auditor of the Company.

The requests for subscription shall be received at the location designated to and for this effect by the board of directors.

Art. 11. Redemption. Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the board of directors in the offering document or in the Private Placement Memorandum and within the limits as provided for in this article 11. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the offering document or in the Private Placement Memorandum, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares in proper form, if issued, and by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall in principle not exceed fifteen (15) business days from the date on which the relevant NAV is released (as defined in the offering document or in the Private Placement Memorandum), provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

The redemption price shall be equal to the net asset value for the relevant Sub-Fund or for the relevant class of shares, determined in accordance with the provisions of article 14 hereof, less redemption charges and/or commissions as the offering document or the Private Placement Memorandum may provide. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the offering document or in the Private Placement Memorandum. The relevant redemption price may be rounded up or down to a maximum of five decimal places of the reference currency as the board of directors shall determine.

The board of directors may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The board of directors may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Sub-Fund or class of shares. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Sub-Fund or class of shares and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

The Company shall ensure that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of shares.

If, at any Valuation Day, redemption requests exceed a certain level to be determined by the board of directors in relation to the total number of shares or the total value of shares in issue in a Sub-Fund and/or a class and disclosed in the offering document or in the Private Placement Memorandum, the board of directors may decide to defer redemption requests so that the level determined by the board of directors is not exceeded. Any redemption request in respect of the relevant Valuation Day so reduced will be given priority over subsequent redemption requests received for the succeeding Valuation Day, subject always to the limit fixed by the board of directors. The above limitations will be applied pro rata to all shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Valuation Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such shareholders.

If as a result of any redemption request, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund and/or any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors and published in the offering document or in the Private Placement Memorandum, then the Company may decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-Fund and/or such class.

The board of directors may, in its absolute discretion, compulsorily redeem any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the board of directors and to be published in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

The board of directors may, subject to the principle of equal treatment of shareholders, satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the pool of assets set up in connection with the relevant Sub-Fund or the relevant class of shares equal in value (calculated in a manner as described in article 14 hereof) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares. Such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the board of directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the net asset value of the shares. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the board of directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any redemption request shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to article 15 hereof or if the board of directors, at its discretion, taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant class of shares, decides otherwise. In the absence of revocation, the redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension, unless otherwise provided for by the offering document or the Private Placement Memorandum.

In addition, the shares may be subject to a compulsory redemption in accordance with article 13 herein ("Limitations to the ownership of shares").

The board of directors may delegate to any director, any authorized representative or any other duly authorized person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

Art. 12. Conversion. Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one Sub-Fund into shares of another Sub-Fund or of shares of one class into shares of another class, under the terms and conditions set forth by the board of directors in the offering document or in the Private Placement Memorandum, provided that the board of directors may impose restrictions to the conversions of shares between Sub-Funds or classes of shares as disclosed in the offering document or in the Private Placement Memorandum as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the relevant Sub-Funds, or of the relevant classes of shares, calculated on the same Valuation Day. If there is no common Valuation Day for the relevant Sub-Funds or the relevant classes of shares, the conversion will be made on the basis of the net asset value calculated on the next following Valuation Day of each of the relevant Sub-Funds or of each of the relevant classes of shares, or on such other days as the board of directors may reasonably determine.

If, as a result of any conversion request, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund or class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-Fund or such class.

The board of directors may, in its absolute discretion, compulsorily convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the board of directors and to be published in the offering document or in the Private Placement Memorandum.

Any conversion request shall be irrevocable except in the event of suspension of conversion pursuant to article 15 hereof or if the board of directors, at its discretion, taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant classes of shares, decides otherwise. In the absence of revocation, the conversion will, unless otherwise provided for by the offering document or the Private Placement Memorandum, occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension, determined in accordance with the provisions of paragraph 3 of this article 12.

Art. 13. Limitations to the ownership of shares. The board of directors may restrict or prevent the direct and indirect ownership of shares in the Company by any natural person, firm, partnership or legal entity (such natural persons, firms, partnerships or legal entities to be determined by the board of directors and herein referred to as "Prohibited Persons" or individually to as a "Prohibited Person") if, in the sole opinion of the Company, such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, if as a result thereof the Company may become subject to taxation in a country other than the

Grand Duchy of Luxembourg or exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred, or if it may otherwise be detrimental to the Company or its existing shareholders. The terms "Prohibited Person" and "Prohibited Persons" as used herein include, among others, any non Eligible Investor as well as, if applicable, any "United States Person" (as defined hereafter).

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any shares or to register any transfer of shares if such issue or transfer may result in the ownership of the shares by a person who is not authorized to hold shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) proceed with the compulsory redemption of all the shares if it appears that a person who is not authorized to hold shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of all or a part of the shares, if it appears to the Company that one or several person(s) own(s) shares in the Company in a manner that may be detrimental to the Company or its existing shareholders. In such case, the following procedure shall be applied:

1. The Company shall send a notice (hereinafter the "Redemption Notice") to the shareholder possessing the shares; the Redemption Notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice shall be sent to the shareholder by registered mail to his last known address. The shareholder in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the share certificate(s), if there are any, specified in the Redemption Notice. From the closing of the offices on the day specified in the Redemption Notice, the relevant shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled.

2. The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (hereinafter the "Redemption Price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the relevant Sub-Fund or of the relevant class, determined in accordance with article 14 hereof less any service charge (if any).

3. Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Sub-Fund or for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate has been issued, upon surrender of the share certificate or certificates relating to the shares specified in such Redemption Notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4. The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

d) refuse, during any shareholders' meeting, the right to vote of any person who is not authorized to hold shares in the Company.

In particular, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "United States Person" as this term is defined in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the United States Securities Act of 1933. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 14. Net asset value. The net asset value per share of each Sub-Fund and of each class of shares shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than once a year, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to as a "Valuation Day") on the basis of the last available prices on the markets where the securities held by the concerned Sub-Fund are negotiated. If such day does not fall on a business day (as this term is defined in the offering document or in the Private Placement Memorandum), then the Valuation Day shall be the first preceding business day.

The board of directors shall decide on the appropriate manner to communicate the net asset value per share to the public, in accordance with the legislation in force.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund and for each class of shares within the Sub-Funds, and is determined by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund properly allocable to the relevant class of shares on the relevant Valuation Day, being the assets of such Sub-Fund properly allocable to such class

of shares on the relevant Valuation Day less the liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such class of shares on the relevant Valuation Day, by the total number of shares of such class outstanding on the relevant Valuation Day.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund or to a particular class of shares are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Upon the creation of a new Sub-Fund, the total net assets attributable to each class of shares of such Sub-Fund shall be determined by multiplying the number of shares of a class issued in the Sub-Fund by the applicable purchase price per share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when shares of such class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

The valuation of the net asset value per share of the different Sub-Funds and of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The Company's assets shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued and outstanding;
- b) all bills and demand notes payable and accounts receivable, including the proceeds of any securities sales still outstanding;
- c) all securities, shares, bonds, certificate of deposits, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, units or shares of undertakings for collective investments, warrants, money market instruments, and any other investments and transferable securities belonging to the Company;
- d) all dividends and distributions payable to the Company either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account of any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiation);
- e) all accrued and outstanding interest on any interest-bearing securities belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the Company's preliminary expenses, to the extent that this has not already been written-off;
- g) all other assets whatsoever their nature, including the proceeds of swap operations and advance payments.

II. The Company's liabilities shall be deemed to include:

- a) all borrowings, bills due and accounts payable;
- b) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company but not yet paid;
- c) the provisions for capital tax and income tax up to the Valuation Day and any other provisions authorized or approved by the board of directors.
- d) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all costs relating to its establishment and operations. These costs may, in particular and without being limited to the following, include the remuneration of the investment managers, investment advisers, Custodian (as defined under article 34 hereinafter), paying agents, administrative agents, domiciliary agents, registrar agents, permanent representatives in places of registration and other services providers to the Company, as well as the fees of the auditor and of the legal advisers, insurance premiums, the costs of printing, distributing and translating offering documents or Private Placement Memorandums and periodic reports, brokerage fees, operating expenses, taxes and costs connected with the movements of securities or cash, Luxembourg subscription tax and any other taxes relating to the Company's business, translations and legal publications in the press, the financial servicing costs of its securities and coupons, the possible costs of listing on the stock exchange or of publication of the price of its shares, the costs of official deeds and legal costs and legal advice relating thereto and the charges and, where applicable, emoluments of the members of the board of directors. In certain cases, the Company may also bear the cost of the fees due to the authorities in the countries where its shares are offered to the public and the costs of registration abroad, where applicable. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period. For the purposes of the valuation of its liabilities, the board of directors may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- a) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- b) the value of any securities, money market instruments and derivative instruments that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will, unless otherwise provided in the offering document or in the

Private Placement Memorandum, be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivative instruments are listed or admitted for trading, as furnished by a recognized pricing service approved by the board of directors. Where such securities, money market instruments and derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the board of directors shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market instruments or derivative instruments;

c) if a security, money market instrument or derivative instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or if the last available price of securities, money market instruments and derivative instruments so traded or admitted does not reflect their true value, the board of directors, the board of directors will value them on the basis of their expected sales price with prudence and in good faith;

d) swap contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the board of directors and according to generally accepted valuation ruled that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flow;

e) each share or unit in an open-ended undertaking for collective investment will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced undertakings for collective investment) whether estimated or final, which is computed for such share or unit on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced undertakings for collective investment) computed prior to the Valuation Day on which the net asset value of the shares in the Company is determined;

f) in respect of shares or units of an undertaking for collective investment held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the board of directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established;

g) if, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other undertaking for collective investment held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the board of directors, such change of value;

h) the value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price;

i) the value of any other assets of the Company will be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith;

j) any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the relevant Sub-Funds or of the relevant classes of shares will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;

k) in circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the board of directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the offering document or in the Private Placement Memorandum;

l) if any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the board of directors may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

IV. It may be established one pool of assets for each Sub-Fund and for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund or of each class of shares shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that Sub-Fund or for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools. The board of directors may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances;

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund or any class of shares, the net asset value of such Sub-Fund or such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant Sub-Fund or of the relevant class.

If there have been created, as more fully described in article 9 hereof, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

V. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorized to invest, and the entitlement of each Sub-Fund or of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition the Company may hold, within each pool, on behalf of one specific or several specific Sub-Fund(s) or of one or several class(es) of shares, assets which are specific to said Sub-Fund(s) or said class(es) of shares, and kept separate from the portfolio which is common to all Sub-Funds or all classes of shares related to such pool and the Company may assume specific liabilities on behalf of such Sub-Fund(s) or of such class(es) of shares.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocated to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses, contributions of income and realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- 2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;
- 3) if, in respect of one Sub-Fund or of one class of shares, the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other Sub-Funds or other classes of shares), makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific Sub-Fund or of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such Sub-Fund or to such class shall be reduced by the acquisition cost of such assets specific to the relevant Sub-Fund or to the relevant class of shares, the specific expenses paid on behalf of such Sub-Fund or such class of shares, the distributions made on the shares of such Sub-Fund or of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such Sub-Fund or of such class;
- 4) the value of the assets and the amount of the liabilities specific to a Sub-Fund or to a class of shares are attributed only to the Sub-Fund or to the class of shares to which such assets or liabilities relate, and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific Sub-Fund or class of shares.

VI. If in a Sub-Fund or in a class of shares there are both distribution and capitalization shares, the net asset value of a distribution share in a given Sub-Fund or in a given class of shares will at all times be equal to the amount obtained by dividing the portion of net assets of this Sub-Fund or of this class of shares then attributable to all of the distribution shares by the total number of distribution shares in this Sub-Fund or in this class of shares then issued and in circulation. Similarly, the net asset value of a capitalization share in a given Sub-Fund or in a given class of shares will at all times be equal to the amount obtained by dividing the portion of net assets of this Sub-Fund or of this class of shares then attributable to all the capitalization shares by the total number of capitalization shares in this Sub-Fund or in this class of shares then issued and in circulation.

VII. For the purposes of valuation under this article:

- a) Any share of the Company to be redeemed under article 11 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such valuation is made and, from such time and until its payment, shall be deemed to be a liability of the Company. Any share to be issued by the Company, in accordance with subscription applications received, shall be treated as being issued with effect from the close of the Valuation Day on which their issue price is determined, and this price shall be treated as an amount payable to the Company until such time as it is received by the latter.
- b) Effect shall be given on any Valuation Day to any purchase or sale of securities decided by the Company on such Valuation Day to the extent practicable.
- c) All investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the net asset value per share of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares is expressed shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares.
- d) All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.
- e) Adequate provisions will be made for the expenses incurred by the Company and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

The net assets of each Sub-Fund are equal to the assets allocable to the relevant Sub-Fund less the liabilities allocable to the relevant Sub-Fund.

The net asset value of the Company is equal to the sum of the net assets of all the Sub-Funds, converted into euro on the basis of the relevant exchange rates if need be.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purposes of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 15. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the Redemption and the conversion of shares. The board of directors is authorized at any time to suspend temporarily the calculation of the value of the assets and of the net asset value per share of one or several Sub-Fund(s) or of one or several class(es) of shares, as well as the issue, sale, redemption and conversion of shares of any Sub-Fund and of any class of shares in the following circumstances, if deemed in the best interests of the Company:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board of Directors the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange; or

(e) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

(f) in the event of the suspension of the calculation of the value of an important part of the underlying assets of a Sub-Fund.

(g) during any period when in the opinion of the Board of Directors of the Fund there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Sub-Fund of the Fund; or

(h) as soon as the Board of Directors decide to liquidate a Sub-Fund or to merge it or if the Fund is being or may be wound-up or merged, on or following the date on which notice is given to the shareholders at which a resolution to wind-up or to merge the Fund is to be proposed;

(i) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

The issue, redemption and conversion of shares in the Sub-Fund(s) concerned will also be suspended during any such period where the Net Asset Value is not determined.

Any such suspension shall be notified to investors requesting issue or redemption or conversion of shares by the Fund at the time of the filing of the relevant application.

The suspension of the net asset value calculation per share of a Sub-Fund or of a class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, sale, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund or of any other class of shares for which the net asset value calculation is not suspended.

Under exceptional circumstances, the board of directors may reserve the right to conduct the necessary sales of transferable securities before setting the share price at which shareholders can apply to have their shares redeemed or converted. In this case, subscriptions, redemptions and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales, which shall have been effected without delay.

The suspension of the calculation of the net asset value of the shares of the Company will be published by all the appropriate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Company, unless otherwise provided for by the offering document or the Private Placement Memorandum.

Art. 16. Pools of assets. The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or several Sub-Fund(s) or for one or several class(es) of shares (hereinafter each a "Participating Fund" and collectively the "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool (hereinafter an "Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The board of directors may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units (hereinafter each a "Unit" and collectively the "Units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool, the board of directors shall in its discretion determine the initial value of a Unit, which shall be expressed in such currency as the board of directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund Units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of Units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a Unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of Units subsisting.

When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of Units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of Units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a Unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the board of directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of article 14 herein provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Upon dissolution of the Company, the assets of any Enlarged Asset Pool will be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Enlarged Asset Pool.

The board of directors may in addition authorize investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and in compliance with applicable regulations.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 17. Administration. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least, who need not be shareholders of the Company. They shall be appointed by the general meeting of shareholders for a term not exceeding six (6) years.

The general meeting of shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Any director may be removed at any time, with or without cause, by the general meeting of shareholders.

The directors shall be re-eligible.

The directors shall hold office until their successors are elected.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 18. Operation and Meetings of the board of directors. The board of directors will choose a chairman from among its members and may elect one vice-chairman or several vice-chairmen from among them. It may also appoint a secretary, who needs not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors will meet upon call by the chairman or any two directors. A meeting of the board of directors must be convened if any two directors so require.

The board of directors will meet at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least seventy-two (72) hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. The notice, which may be sent by simple or registered mail, electronic mail or fax, will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof. This notice requirement may be disregarded following the agreement in writing, by letter, cable, telegram, telex or fax from

each director. A special notice shall not be required for a meeting of the board of directors being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the board of directors. No notice shall be required if all the directors are present or represented at the meeting.

The chairman of the board of directors will preside over all meetings of the board of directors. In his absence, the board of directors shall appoint any other director as chairman pro tempore by vote of the majority of the directors present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by letter, fax, cable, telegram or telex, another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

The board of directors may validly deliberate and act only if at least the majority of its members are present or represented. If the quorum is not satisfied, a second meeting shall be convened. Such second meeting shall validly deliberate without quorum requirement. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented. If an equal number of votes are cast for and against a decision at a meeting of the board of directors, the chairman shall have the casting vote.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, fax or any other similar means of communication. Written resolutions, approved and signed by all the directors, are therefore proper and valid as though they had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such resolutions can be documented in a single document, signed by all the directors, or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several director(s). The date of such written resolutions will be the date of the last signature.

Art. 19. Minutes of the meetings of the board of directors. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by the chairman or whoever has assumed the chairmanship in his absence.

Any copies of or extracts from the minutes, which are to be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman or the secretary or two directors.

Art. 20. Powers of the board of directors. The board of directors, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, if any, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purposes of efficient portfolio management.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, as well as to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 21. Representation of the Company. Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any authorized representative(s) of the Company or of any other person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors.

The board of directors may appoint any authorized representatives, including a general manager and any possible assistant general managers as well as any other authorized representatives that the board of directors deems necessary for the operation and management of the Company. Any authorized representative may be removed at any time, with or without cause, by the board of directors. These authorized representatives need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the authorized representatives shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Art. 22. Delegation of powers. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts within the framework of the corporate policy and purpose to one or several natural persons or corporate entities, who need not be directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

Art. 23. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or several directors or authorized representatives of the Company are interested in, or are directors, associates, authorized representatives or employees of such other company or firm.

Any director or authorized representative of the Company who serves as a director, associate, authorized representative or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from deliberating and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any interest opposite to the Company in any transaction of the Company, except for standard transactions concluded under normal terms, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "interest opposite to the Company", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving companies of Pactum Asset Management Ltd and its subsidiaries, such company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

Art. 24. Indemnification. The Company may indemnify any director, officer, executive or authorized representative, together with his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director, officer, executive or authorized representative of the Company or, for being or having been, at the Company's request, a director, officer, executive or authorized representative of any other company in which the Company is a shareholder or of which it is a creditor and by which he would not be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of an out-of-court settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by a counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

Chapter V - Meetings of shareholders

Art. 25. General meetings of shareholders of the Company. The annual general meeting of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg to be specified in the notice of the meeting, on the 4th Tuesday of June of each year at 3.00 p.m. (Luxembourg time). If this day is not a bank business day in the Grand Duchy of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day, at the same hour. The annual general meeting may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances require this.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting (as described below) are those outlined in the Luxembourg law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

In accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred to in article 36 hereof, with respect to each Sub-Fund, each class or each type concerned.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a written notice setting forth the agenda and sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Any shareholder may take part in meetings by appointing in writing, by letter, fax, telegram or telex, another person, who needs not be a shareholder and may be a director of the Company, to act as his proxy.

The chairman of the board of directors will preside over all general meetings of the shareholders. In his absence, the general meeting of the shareholders shall appoint any other person as chairman pro tempore of the general meeting by vote of the majority of the shareholders present or represented at such meeting.

Art. 26. General meetings in a Sub-Fund or in a class of shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of article 25 hereof shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company. The fractions of shares do not confer any voting rights upon their holders.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Chapter VI - Termination or Merger of sub-funds or Classes of shares, Division of sub-funds

Art. 27. Termination of Sub-Funds or Classes of shares. The board of directors may decide at any time to terminate any Sub-Fund or any class of shares, taking due account of the interests of the shareholders. In such case, the board of directors may offer the shareholders of such Sub-Fund or class of shares the conversion of their shares into shares of another class of shares of the same Sub-Fund or into shares of another Sub-Fund, under the terms fixed by the board of directors, or the redemption of their shares for cash at the net asset value per share (including all estimated expenses and costs relating to the termination) determined on the applicable Valuation Day.

In the event that for any reason, the net asset value of any Sub-Fund or of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to an amount determined by the directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or class of shares, or if the interest of the shareholders of the relevant Sub-Fund or class of shares so requires, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or all the shares of the relevant class of shares at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the provision of the liquidation's fees), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant Sub-Fund(s) or of the relevant class(es) of shares in writing prior to the effective date for such compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the terms of the above paragraphs, the general meeting of shareholders of any Sub-Fund or of any class of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the board of directors, resolve to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the provision of the liquidation's fees) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders that shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which are not distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled thereafter by the Company.

Art. 28. Merger of Sub-Funds or Classes of shares. Under the same circumstances as provided for in article 27 hereof, the board of directors may decide at any time to merge two or several Sub-Funds of the Company, or to merge one or several Sub-Fund(s) of the Company into another Luxembourg undertaking for collective investment. Prior notice will be given to shareholders of the Sub-Fund(s) being merged.

Also, the board of directors may decide to merge two or several classes of shares of the Company. Prior notice will be given to shareholders of the relevant classes of shares.

Shareholders not wishing to participate in the merger may request the redemption of their shares by the Company, for a period of at least one month following the notice. The redemption shall be free of redemption charges, at the net asset value applicable on the day such redemption request has been received by the Company.

Any subscription request shall be suspended as from the moment of the announcement of the merger of the relevant Sub-Fund(s) or classes of shares.

Art. 29. Division of Sub-Funds. The board of directors may decide at any time, under the same circumstances as provided for in article 27 hereof, to divide any Sub-Fund. Prior notice will be given to shareholders of the relevant Sub-Fund.

The existing shareholders of the relevant Sub-Fund have the right to request, for a period of at least one month following the notice, the redemption by the Company of their shares, without redemption costs, at the net asset value applicable on the day such redemption request has been received by the Company.

Any subscription request shall be suspended as from the moment of the announcement of the division of the relevant Sub-Fund.

Chapter VII - Annual accounts, Distributions

Art. 30. Accounting year. The accounting year of the Company begins on the 1st January of each year and ends on the 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 31. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the board of directors and within the limits provided for by law and these Articles, in respect of each Sub-Fund and of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under article 5, paragraph 2, hereof being maintained.

With respect to the shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends, out of the income attributable to the portfolio of assets relating to the relevant Sub-Fund or to the relevant class of shares, in compliance with the conditions set forth by law and these Articles.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any Sub-Fund and of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Sub-Fund or such class of shares and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any Sub-Fund or of any class of shares shall, in addition, be subject to a prior approval by the shareholders of such Sub-Fund or of such class of shares.

Payments of dividends to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

The declared dividends may be paid in the reference currency of the relevant Sub-Fund or of the relevant class of shares, or in such other currency as selected by the board of directors, and may be paid at such place and time as determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the exchange rate applicable to change dividend funds into the currency of their payment.

The board of directors may decide to distribute stock dividends instead of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Dividends may, upon request of holders of registered shares, be reinvested by the subscription to further shares of the Sub-Fund(s) or of the class(es) of shares to which such dividends relate.

Any dividend that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund(s) or to the relevant class(es) of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VIII - Auditor

Art. 32. Auditor. The operations of the Company and its financial situation, including particularly its books, as well as the accounting information given in the annual report, shall be audited by an authorized external auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), appointed by the shareholders' general meeting and who must justify of an appropriate professional experience.

The shareholders' general meeting shall determine his remuneration and the term of his office.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter IX - Investment management, Custodian

Art. 33. Investment management. The Company may enter into an investment management agreement with one or more companies (hereinafter the "Manager"), under the terms of which such Manager will manage the Company's portfolio investments, advise the Company on and assist it with respect to such portfolio investments.

Art. 34. Custodian. The custody of the assets of the Company must be entrusted to a credit institution (the "Custodian") which shall satisfy the requirements of the Law and which shall hold all the Company's assets itself or through its agents.

The Custodian shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided for by law.

If the Custodian wishes to retire, the board of directors shall appoint another credit institution to be Custodian in place of the retiring Custodian.

The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until another Custodian has been appointed in accordance with the provisions of the present article to act in the place thereof.

Chapter X - Winding-up, Liquidation

Art. 35. Winding-up / Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 36 hereof.

If the share capital falls below two-thirds of the minimum capital referred to in article 5, paragraph 2, hereof, the board of directors must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting, for which no quorum shall be required and which shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

If the share capital falls below one-fourth of the minimum capital referred to in article 5, paragraph 2, hereof, the board of directors must also submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting, for which no quorum shall be required; in such a case, the dissolution of the Company may be resolved by shareholders holding one fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the capital has fallen below two-thirds or one-fourth of the minimum capital referred to in article 5, paragraph 2, hereof, as the case may be.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidator(s), who may be natural persons or legal entities and who will be appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their powers and their remuneration.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which will keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter XI - General provisions

Art. 36. Amendment to the articles of association. These Articles may be amended by a shareholders' general meeting, subject to the quorum and voting conditions laid down by the Luxembourg law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended.

Art. 37. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties refer to the provisions of the Luxembourg law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, and the relevant laws and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law.

Transitional provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held on the 4th Tuesday of June 2014. The first annual report of the Company shall be dated December 2013.

Subscription and Payment

All the three hundred and ten (310) shares representing the initial share capital of the Company have been subscribed by Pactum Asset Management Ltd, London, UK above-named.

All the three hundred and ten (310) shares representing the initial share capital of the Company have been entirely paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary who expressly states it.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately four thousand five hundred euro.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entire subscribed capital and acting in its capacity as sole shareholder of the Company, has adopted the following resolutions:

16590

First resolution

The registered office of the Company is set at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Second resolution

The number of directors of the Company is set at four (4), and the following persons are appointed as directors for a period ending immediately after the annual general meeting of shareholders to be held in June 2014 to resolve upon the approval of the accounts as of December 2013:

- Mr. Andrea Brignone, Chief Executive Officer, Pactum Asset Management Limited, 1 Knightsbridge Green, London, SWIX 7QA UK,
- Mr. Peter Howlett, Chief Financial and Operational Officer, Pactum Asset Management Limited, 1 Knightsbridge Green, London, SWIX 7QA UK,
- Mr. Massimiliano Veneziani, Managing Director, Pactum Adviser, Pactum Asset Management Limited, 1 Knightsbridge Green, London, SWIX 7QA UK,
- Mr. Paolo Sardi, Portfolio Manager, ECP International S.A., 5 rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Third resolution

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400, Route d'Esch, B.P. 1443 L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as independent auditor of the Company for a period ending immediately after the annual general meeting of shareholders to be held in 2014 to resolve upon the approval of the annual accounts as of December 31, 2013.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy of the appearing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxy signed together with the notary the present deed.

Signé: C. BOUILLON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 janvier 2013. Relation: EAC/2013/1465. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013020806/917.

(130024746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

UniInstitutional IMMUNO Top, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 1. Januar 2013 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 7. Januar 2013.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013004962/10.

(130004410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Sutter International Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 85.518.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 28 décembre 2012

Le Conseil d'Administration prend note de la démission aux fonctions d'administrateur de la société de Monsieur Arturo SUTTER et nomme en remplacement Madame Patricia OSIEKA, née le 04 juin 1965 à Saint-Avold (France) demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2016.

La présente nomination fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

Pour SUTTER INTERNATIONAL GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2013006432/16.

(130006413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Nut Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 100.532.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 28 décembre 2012

L'Assemblée Générale décide de prononcer la clôture de la liquidation de la société NUT HOLDING COMPANY S.A. (en liquidation) qui cessera d'exister.

L'Assemblée Générale décide que les documents sociaux seront conservés, au minimum pendant 5 années, au siège social de HRT FIDALUX S.A., qui est actuellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 28 décembre 2012.

Pour NUT HOLDING COMPANY S.A.

Référence de publication: 2013005546/16.

(130005817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

O & G Fire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 146.127.

EXTRAIT

Par décision de l'Administrateur Unique du 14 décembre 2012

- Le siège social de la société O&G Fire S.A. est transféré avec effet au 16 décembre 2012 du 60 Grand-Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Pour O&G Fire S.A.

Référence de publication: 2013005547/13.

(130005339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

O.P.M. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 100.905.

EXTRAIT

Par décision du Conseil d'Administration du 14 décembre 2012

- Le siège social de la société O.P.M. LUXEMBOURG S.A. est transféré avec effet au 16 décembre 2012 du 60 Grand-Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Pour O.P.M. LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013005548/13.

(130005358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Omega Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, Boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.048.

M. Mattia Danese a changé l'adresse du 15, rue des Nations Unies, L-7270, Helmsange, Luxembourg au 49, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg.

M. Francesco Paolo Padula a changé l'adresse du 15, rue des Nations Unies, L-7270, Helmsange, Luxembourg au 49, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg.

Référence de publication: 2013005556/12.

(130005836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Octinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.527.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Gregorio Pupino, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2013005567/15.

(130005809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

P.I.H. Property Investment Holdings Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 154.085.

EXTRAIT

En date du 8 janvier 2013, l'assemblée générale des actionnaires a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Frans van Rijn en tant qu'administrateur de la société est acceptée avec effet immédiat.
- La nomination de Ron Greenbaum, ayant son adresse professionnelle au 11 St. Christopher's Place, Londres W1U 1NG, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur de la société est acceptée avec effet immédiat et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005577/15.

(130005912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Orlando Italy Special Situations SICAR (SCA), Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.814.

Le bilan au 31/12/2011 rectificatif du bilan déposé sous le numéro L120126517 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013005562/11.

(130006072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Nationwide Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 99.746.

EXTRAIT

Par décision du Conseil d'Administration du 14 décembre 2012

- Le siège social de la société NATIONWIDE MANAGEMENT S.A. est transféré avec effet au 16 décembre 2012 du 60 Grand-Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Pour NATIONWIDE MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2013005532/13.

(130005246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Riddick SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 166.978.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Gregorio Pupino, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013005657/15.

(130005928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Royale Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 47.999.

Dépôt rectificatif remplaçant le dépôt initial au RCS L110183729.04

Les comptes annuels de la société au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013005661/12.

(130005205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Reyl Private Office (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 143.700.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance en date du 29 novembre 2012

Le gérant unique décide de transférer le siège social de la Société du 35 avenue Monterey L-2163 Luxembourg au 41 avenue de la Liberté Luxembourg L-1931 en date du 1^{er} décembre 2012.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013005655/13.

(130005058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Mylan Luxembourg 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 154.100.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1671 du 17 août 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mylan Luxembourg 8 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013007079/14.

(130007778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Maison Rideaux Thibeau, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9205 Diekirch, 15, rue Saint Antoine.

R.C.S. Luxembourg B 100.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007082/10.

(130007812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

M.D.I., Market Development International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1139 Luxembourg, 67, rue des Sept Arpents.

R.C.S. Luxembourg B 18.489.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

MDI, Market Development International S.à r.l.

Référence de publication: 2013007052/11.

(130007501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Maple Leaf Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.979.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Christina Horf.

Référence de publication: 2013007048/10.

(130007699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Lux 3 W S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 148.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

Mandataire

Référence de publication: 2013007039/11.

(130007732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

LSF5 Roundup Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 138.556.

Le bilan de clôture de liquidation au 14 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013007033/12.

(130007611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Lucos Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 111.768.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007036/10.

(130007869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

M&S Coiffure s. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2351 Luxembourg, 1, rue des Primevères.

R.C.S. Luxembourg B 125.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007044/10.

(130008077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Maitland Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 13.583.

Les comptes annuels de la société au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013007045/12.

(130008003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Lotsa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 108.068.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2013007030/11.

(130008047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Lotsa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 108.068.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2013007029/11.

(130008046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Matières Grises SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8550 Noerdange, 16A, Arelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 89.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007089/10.

(130007948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Matières Grises SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8550 Noerdange, 16A, Arelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 89.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007088/10.

(130007946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Mandataria Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 56.810.

Les comptes au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013007084/12.

(130007128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Lotsa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 108.068.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2013007028/11.

(130008045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Linkspan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 86.470.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013007022/11.

(130007826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Mirom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8015 Strassen, 38, rue des Carrefours.

R.C.S. Luxembourg B 116.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007118/10.

(130007870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

MITR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 86.740.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007119/10.

(130007217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Montalux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 81.147.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013007123/10.

(130007814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Minerva Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 141.949.

Les comptes de liquidation au 28 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007116/12.

(130007966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Moller Green Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.466.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/01/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013007075/12.

(130008211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

BNLFOOD Investments Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9559 Wiltz, Z.I. Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 113.632.

In the year two thousand and twelve, on the nineteenth day of December.

Before Us M^e Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of BNLFOOD INVESTMENTS Limited S.à r.l., a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at L-9559 Wiltz, 1, Z.A. Salzbaach, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 113.632, incorporated by a deed of the undersigned notary, on December 28th, 2005 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 749 of April 13th, 2006.

The meeting is presided by Mr Bob PLEIN, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Marc WEISSBERG, director, residing in Bazra, (Israël).

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Amendment and coordination of the articles of association:

1.1 Suppression of article 5.3 (Anti-Dilution Warrants) as a result of the expiration of the Anti-Dilution Warrants and replacement by a new article 5.3 (ING Warrants) with the following wording, reflecting the notary deed passed on 24 April 2009 and 10 June 2009:

" Art. 5.3. ING Warrants. The company has issued to ING Belgique 320,805 unconditional warrants, each warrant giving right to subscribe to one (1) share at an exercise price of one eurocent (EUR 0.01) (the "ING Warrants"). The ING Warrants can be exercised by ING Belgique, at its sole discretion, at any time during a period of fifteen (15) years starting as from their issuance date, i.e. until 24 April 2024 at the latest. Upon exercise of one or several ING Warrants by ING Belgique, the Board of Directors is empowered to acknowledge the exercise of the ING Warrants in front of a notary public in Luxembourg and to issue such numbers of shares to ING Belgique as the latter is entitled to in accordance with this article 5.3, the preferential subscription right of the shareholders being waived by all shareholders in this respect."

1.2 Adoption of a new article 5.4 ("Bonds Warrants"), an article 5.5 ("Bonds") and an article 5.6 ("Purchase of own shares"), as follows:

" - Art. 5.4. Bonds Warrants. The company has issued to ING Belgique, as per notary deeds dated 24 April 2009 (and 10 June 2009), 16 April 2010 and 10 March 2011, 132,281 unconditional warrants linked to bonds, each warrant giving right to subscribe to one (1) C Share at an exercise price of eleven euro and fifty-three eurocents (EUR 11.53) (the "Bonds Warrants"). The 52,905 Bonds Warrants issued to ING Belgique by notary deed dated 24 April 2009 (and 10 June 2009) can be exercised by ING Belgique, at its sole discretion, at any time during a period of fifteen (15) years starting as from their issuance date, i.e. until 10 June 2024 at the latest. The 48,500 Bonds Warrants issued to ING Belgique by notary deed dated 16 April 2010 can be exercised by ING, at its sole discretion, at any time during a period of ten (10) years starting as from their issuance date, i.e. until 16 April 2020 at the latest. The 30,876 Bonds Warrants issued to ING Belgique by notary deed dated 10 March 2011 can be exercised by ING Belgique, at its sole discretion, at any time during a period of ten (10) years starting as from their issuance date, i.e. until 10 March 2021 at the latest.

Upon exercise of one or several Bonds Warrants by ING Belgique, the Board of Directors is empowered to acknowledge the exercise of the Bonds Warrants in front of a notary public in Luxembourg and to issue such numbers of C shares to ING Belgique as the latter is entitled to in accordance with this article 5.4, the preferential subscription right of the shareholders being waived by all shareholders in this respect.

- Art. 5.5. Bonds. The company has issued to ING Belgique, as per notary deeds dated 24 April 2009 (and 10 June 2009), 16 April 2010 and 10 March 2011, 132,281 bonds reimbursable within four (4) years as from their issuance date with an interest rate of 1.5%.

- Art. 5.6. Purchase of own shares. The Company may, pursuant to the extent and under the conditions permitted by Luxembourg law, purchase its own shares."

1.3 Replacement of article 6.2 by the following text:

" 6.2. If a shareholder acquires Shares of a different series than that of the Shares it held immediately prior to such acquisition, the Shares so acquired shall be automatically reallocated to the series of Shares held by the acquiring share-

holder immediately prior to such acquisition, to the exception of ING Belgique who shall be entitled to choose whether the acquired Shares are reallocated to Series B Shares or Series C Shares.

The Board of Directors of the Company is to acknowledge such change of series and to modify the share register accordingly.”

1.4 Amendment to article 7.5.1 of the articles of association by replacing references to “10%” by references to “5%”.

1.5 Amendment to article 7.6 of the articles of association by replacing references to “25%” by references to “10%”.

1.6. Amendment to article 7.7 of the articles of association by replacing references to “70%” by references to “65%”.

1.7 Deletion of article 8.2 of the articles of association.

1.8 Replacement of article 9.2 of the articles of association by the following text:

“ **9.2.** The Board of Directors of the Company shall consist of at least six (6) members, which shall be appointed as follows by the shareholders’ meeting of the Company:

- one (1) director shall be appointed from a list of at least two (2) candidates proposed by the Existing Shareholders (defined jointly as Belovo Holding, DMB, Vincent Van Rijckeghem, Patrick Van Rijckeghem, David Van Bosstraeten, Philip Van Bosstraeten, Tom Van Bosstraeten and Fabien De Meester). The Existing Shareholders shall appoint a person authorized to propose the abovementioned list of candidates on their behalf by a written document signed by all of them. In the absence of a document signed by all the Existing Shareholders, the A Director shall not be appointed unless there is a court decision, binding upon the Existing Shareholders, which indicates who the Existing Shareholders representative is or which provides the list of candidates. Such director shall be designated as an A Director;

- two (2) directors shall be appointed from a list of at least four (4) candidates proposed by ING Belgique; such directors shall be designated as B Directors;

- one (1) director shall be appointed from a list of at least two (2) candidates proposed by Beluga; such director shall be designated as a C Director;

- one (1) director shall be appointed from a list of at least two (2) candidates proposed by SOGEPA; such director shall be designated as a C Director;

- one (1) director shall be appointed from a list of at least two (2) candidates proposed by Marc Weissberg; such director shall be designated as a C Director.

ING Belgique is entitled to decide, at its entire discretion, to appoint one (1) additional director who shall be appointed from a list of at least two (2) candidates proposed by ING Belgique, it being understood that ING Belgique is under no obligation to decide to propose such appointment; such director shall be designated as a C Director.

In addition, Beluga, Marc Weissberg and ING Belgique may jointly propose the appointment of up to three (3) independent directors.”

1.9. Replacement of article 9.3 of the articles of association by the following text:

“ **9.3.** Except for the additional C director that ING Belgique may decide to appoint from a list of at least two (2) candidates that ING Belgique may propose, at its entire discretion, if a shareholder entitled to propose candidates for a position fails to present a list of candidates, the shareholders’ meeting may appoint, at its discretion, an independent director to fulfil the position for which no list of candidates was presented, until such shareholder has presented its list of candidates for such position.”

1.10 Amendment to article 11.7 of the articles of association by replacing references to “70%” by references to “75%”.

1.11 Replacement of article 18 of the articles of association by the following text:

“ **18. Privileges.** In the event of a voluntary or involuntary (bankruptcy) dissolution, liquidation or winding-up of the Company, holders of B Shares and C Shares will be equally entitled to receive prior and in preference to all other shareholders, a share of the Company assets in proportion and in an amount up to the money that they effectively paid in the share capital (including any share premiums) of the Company at the time of such reimbursement.

After distribution has been made to holders of B Shares and C Shares as laid out above, the remaining proceeds or assets of the Company shall be used to reimburse the other shareholders in proportion and in an amount up to the money that they effectively paid in the share capital (including any share premiums) of the Company at the time of such reimbursement.

The remaining proceeds or assets of the Company, if any, shall be distributed amongst all shareholders on a pro rata basis.”

2.- Increase the corporate capital by an amount of 7.858.080,- EUR (seven million eight hundred fifty eight thousand eighty euro) so to bring it from its actual amount of 12.227.663,90 EUR (twelve million two hundred twenty seven thousand six hundred sixty three Euro and ninety cents) to 20.085.743,90 EUR (twenty million eighty five thousand seven hundred forty three Euro and ninety cents) by creating and issuing 515.892 (five hundred fifteen thousand eight hundred ninety two) new class C shares, without par value.

3.- Subscription and payment.

4.- Amendment of article 5.1. of the articles of association.

5.- Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed “ne varietur” by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to amend the articles of association in accordance with and as stated in the agenda above, and to coordinate the articles at the end of this meeting.

Second resolution

The meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of 7.858.080,- EUR (seven million eight hundred fifty eight thousand eighty euro) so to bring it from its actual amount of 12.227.663,90 EUR (twelve million two hundred twenty seven thousand six hundred sixty three Euro and ninety cents) to 20.085.743,90 EUR (twenty million eighty five thousand seven hundred forty three Euro and ninety cents) by creating and issuing 515.892 (five hundred fifteen thousand eight hundred ninety two) new class C shares, without par value.

Subscription and Payment

All the shareholders agreed, that Société Wallone de Gestion Et de Participations in abbreviate SOGEPA, a public limited liability company (société anonyme) existing and governed by the laws of Belgium, having its registered office at B-4000 Liège, 38, Boulevard d’Avroy, registered at the Belgium Companies Register “Banque Carrefour des Sociétés” under the number 426.887.397, subscribed to all the new issued shares.

The new shares were fully paid up by a contribution in kind consisting in converting the existing, certain, liquid and exigible claims into corporate capital for a total amount of 7.858.080,- EUR (seven million eight hundred fifty eight thousand eighty euro).

Proof of the existence and execution of the contribution in kind was given to the officiating notary by a report of the management board.

The said report, signed “ne varietur” by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

As a consequence of the forgoing the meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of association to give it the following wording:

“ **Art. 5.1.** The corporate capital is fixed at 20.085.743,90 EUR (twenty million eighty five thousand seven hundred forty three Euro and ninety cents) represented by one hundred thirty thousand fifty six (130.056) A shares, one hundred twelve thousand seven hundred and fiftyteen (112,715) Class B Shares and eight hundred sixty thousand six hundred and six (860,606) Class C Shares, all without par value.”

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 4,400.-.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, declares herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the english version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «BNLFOOD INVESTMENTS Limited S.à r.l.», avec siège social à L-9559 Wiltz, 1, Z.A. Salzbaach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 113.632,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 749 du 13 avril 2006.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bob PLEIN, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marc WEISSBERG, administrateur de société, demeurant à Bazra, (Israël).

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Modification et coordination des statuts:

1.1 Suppression de l'article 5.3 (Warrants anti-dilution) à la suite de l'expiration des Warrants anti-dilution et remplacement par un nouvel article 5.3 (Warrants ING) ayant le texte repris ci-dessous, afin de refléter l'acte notarié du 24 avril 2009 et du 10 juin 2009:

« **- Art. 5.3 Warrants ING.** La Société a émis 320.805 warrants inconditionnels au profit d'ING Belgique, chaque warrant donnant le droit de souscrire à une (1) Part à un prix d'exercice d'un euro cent (0,01 EUR) (les «Warrants ING»). Les Warrants ING peuvent être exercés par ING Belgique, à son entière discrétion, à tout moment pendant une période de quinze (15) ans à compter de leur date d'émission, c.à.d. jusqu'au 24 avril 2024 au plus tard. En cas d'exercice d'un ou plusieurs Warrants ING par ING Belgique, le Conseil d'Administration est investi du pouvoir de constater l'exercice des Warrants ING devant un notaire au Luxembourg et d'émettre au profit d'ING Belgique le nombre de Parts auquel cette dernière a droit en vertu du présent article 5.3, l'ensemble des Associés renonçant à son droit de souscription préférentiel dans ce cadre.»

1.2 Adoption d'un nouvel article 5.4 («Warrants liés aux Obligations»), d'un article 5.5 («Obligations») et d'un article 5.6 («Acquisition d'actions propres»), de la manière suivante:

« **- Art. 5.4 Warrants liés aux Obligations.** La Société a émis au profit d'ING Belgique, par actes notariés datés du 24 avril 2009 (et 10 juin 2009), 16 avril 2010 et 10 mars 2011, 132.281 warrants inconditionnels liés à des obligations, chaque warrant donnant le droit de souscrire à une (1) Part C à un prix d'exercice de onze euros et cinquante-trois euro cents (11,53 EUR) (les «Warrants liés aux Obligations»). Les 52.905 Warrants liés aux Obligations émis en faveur d'ING Belgique par acte notarié du 24 avril 2009 (et 10 juin 2009) peuvent être exercés par ING Belgique, à son entière discrétion, à tout moment pendant une période de quinze (15) ans à compter de leur date d'émission, c.-à-d. jusqu'au 10 juin 2024 au plus tard. Les 48.500 Warrants liés aux Obligations émis en faveur d'ING Belgique par acte notarié du 16 avril 2010 peuvent être exercés par ING Belgique, à son entière discrétion, à tout moment pendant une période de dix (10) ans à compter de leur date d'émission, c.-à-d. jusqu'au 16 avril 2020 au plus tard. Les 30.876 Warrants liés aux Obligations émis en faveur d'ING Belgique par acte notarié du 10 mars 2011 peuvent être exercés par ING Belgique, à son entière discrétion, à tout moment pendant une période de dix (10) ans à compter de leur date d'émission, c.-à-d. jusqu'au 10 mars 2021 au plus tard.

En cas d'exercice d'un ou plusieurs Warrants liés aux Obligations par ING Belgique, le Conseil d'Administration est investi du pouvoir de constater l'exercice des Warrants liés aux Obligations devant un notaire au Luxembourg et d'émettre au profit d'ING Belgique le nombre d'Actions C auquel cette dernière a droit en vertu du présent article 5.4, l'ensemble des Associés renonçant à son droit de souscription préférentiel dans ce cadre.

- **Art. 5.5. Bonds.** La Société a émis au profit d'ING Belgique, par actes notariés datés du 24 avril 2009 (et 10 juin 2009), 16 avril 2010 et 10 mars 2011, 132.281 obligations remboursables endéans quatre (4) ans à compter de leur date d'émission, avec un taux d'intérêt de 1,5%.

- **Art. 5.6. Acquisition d'actions propres.** La Société peut, conformément à et dans les limites autorisées par le droit luxembourgeois, acquérir ses propres parts.»

1.3 Remplacement de l'article 6.2 par le texte suivant:

« **6.2.** Si un associé acquiert des Parts d'une série différente de celles qu'il détenait avant pareille acquisition, les Parts ainsi acquises seront automatiquement reclassées parmi la série de Parts que l'associé acquéreur détenait avant ladite acquisition, à l'exception d'ING Belgique qui sera autorisée à choisir si les Parts acquises sont reclassées en Parts B ou en Parts C.

Le Conseil d'Administration de la Société sera chargé de constater pareil changement de série et de modifier le registre des parts en fonction.»

1.4 Modification de l'article 7.5.1 des statuts par le remplacement des références à «10%» par des références à «5%».

1.5 Modification de l'article 7.6 des statuts par le remplacement des références à «25%» par des références à «10%».

1.6. Modification de l'article 7.7 des statuts par le remplacement des références à «70%» par des références à «65%».

1.7 Suppression de l'article 8.2 des statuts.

1.8 Remplacement de l'article 9.2 des statuts par le texte suivant:

« **9.2.** Le Conseil d'Administration de la Société comprendra au moins six (6) membres, nommés par l'assemblée générale de la manière suivante:

- un (1) administrateur sera nommé sur une liste d'au moins deux (2) candidats proposée par les Associés Existants (définis ensemble comme Belovo Holidng, DMB, Vincent Van Rijckeghem, Patrick Van Rijckeghem, David Van Bosstraeten, Philip Van Bosstraeten, Tom Van Bosstraeten et Fabien De Meester). Les Associés Existants nommeront une personne autorisée à présenter la liste visée ci-dessus pour leur compte, par un écrit signé par tous les Associés Existants. En l'absence d'écrit signé par tous les Associés Existants, l'Administrateur A ne sera pas nommé à moins qu'une décision de justice, liante pour les Associés Existants, indique qui de ces derniers est leur représentant ou fournisse la liste de candidats. Cet administrateur sera désigné comme Administrateur A;

- deux (2) administrateurs seront nommés sur une liste d'au moins quatre (4) candidats proposée par ING Belgique; ces administrateurs seront désignés comme Administrateurs B;

- un (1) administrateur sera nommé sur une liste d'au moins deux (2) candidats proposée par Beluga; Cet administrateur sera désigné comme Administrateur C;

- un (1) administrateur sera nommé sur une liste d'au moins deux (2) candidats proposée par SOGEPA; Cet administrateur sera désigné comme Administrateur C;

- un (1) administrateur sera nommé sur une liste d'au moins deux (2) candidats proposée par Marc Weissberg; Cet administrateur sera désigné comme Administrateur C.

ING Belgique est autorisée à décider, à son entière discrétion, de nommer un (1) administrateur additionnel qui sera choisi sur une liste d'au moins deux (2) candidats proposée par ING Belgique, étant entendu qu' ING Belgique n'a pas d'obligation de décider de proposer une telle nomination. Cet administrateur sera désigné comme Administrateur C.

En outre, Beluga, Marc Weissberg et ING Belgique peuvent conjointement proposer la nomination d'un nombre maximum de trois (3) administrateurs indépendants.»

1.9. Remplacement de l'article 9.3 des statuts par le texte suivant:

« **9.3.** A l'exception de l'Administrateur C qu'ING Belgique peut décider de faire nommer, à son entière discrétion, sur la base d'une liste d'au moins deux (2) candidats, si un associé autorisé à proposer des candidats ne présente pas une liste, l'assemblée générale peut nommer, à son entière discrétion, un administrateur indépendant afin de pourvoir au poste vacant pour lequel une liste de candidats n'a pas été présentée, et ce jusqu'à ce que l'associé concerné ait présenté la liste visée ci-avant.»

1.10 Modification de l'article 11.7 des statuts par le remplacement des références à «70%» par des références à «75%».

1.11 Remplacement de l'article 18 des statuts par le texte suivant:

« **18. Privilèges.** Dans le cas d'une dissolution volontaire ou involontaire (faillite) ou d'une liquidation de la Société, tant les titulaires de Parts B que ceux de Parts C auront d'abord le droit de recevoir, par préférence aux autres associés, une part des actifs de la Société calculée en proportion de et à concurrence d'un montant maximal égal aux sommes qu'ils ont effectivement investies dans le capital de la Société (en ce compris les primes d'émission) au moment de la distribution visée ci-avant.

Après que la distribution aux Associés B et aux Associés C visée ci-dessus ait été effectuée, les actifs ou produits restants seront utilisés pour rembourser les autres associés en proportion de et à concurrence d'un montant maximal égal aux sommes qu'ils ont effectivement investies dans le capital de la Société (en ce compris les primes d'émission) au moment de pareille distribution.

Les actifs ou résultats restants, pour autant qu'il y en ait, seront ensuite distribués à tous les associés sur une base proportionnelle.»

2.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de 7.858.080,- EUR (sept millions huit cent cinquante-huit mille quatre-vingts euros) pour le porter de son montant actuel de 12.227.663,90 EUR (douze million deux cent

vingt-sept mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents) à 20.085.743,90 EUR (vingt millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-trois euros et quatre-vingt-dix cents) par la création et l'émission de 515.892 (cinq cent quinze mille huit cent quatre-vingt-douze) nouvelles parts sociales de classe C sans désignation de la valeur nominale.

3.- Souscription et Libération

4.- Modification de l'article 5.1. des statuts

5.- Divers.

B) Que les associés, présents ou représentés, ainsi que le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les associés présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des associés représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les associés, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts conformément à et de la manière telle que visée dans l'ordre du jour ci-dessus, et de coordonner les statuts de la Société à la fin de la présente assemblée.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 7.858.080,- EUR (sept millions huit cent cinquante-huit mille quatre-vingts euros) pour le porter de son montant actuel de 12.227.663,90 EUR (douze millions deux cent vingt-sept mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-dix cents) à 20.085.743,90 EUR (vingt millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-trois euros et quatre-vingt-dix cents) par la création et l'émission de 515.892 (cinq cent quinze mille huit cent quatre-vingt-douze) nouvelles parts sociales de classe C sans désignation de la valeur nominale.

Souscription et Libération

De l'accord de tous les associés, toutes les nouvelles parts sociales ont été souscrites par Société Wallone de Gestion Et de Participations en abrégé SOGEPA, société anonyme existant et gouvernée par les lois de la Belgique, ayant son siège social à B-4000 Liège, 38, Boulevard d'Avroy, inscrite auprès du Registre de Commerce de Belgique «Banque Carrefour des Sociétés» sous le numéro 426.887.397.

Les nouvelles parts sociales ont été libérées par apport en nature, constituée par la conversion de créances existants, liquides et exigibles en capital social pour un montant total de 7.858.080,- EUR (sept millions huit cent cinquante-huit mille quatre-vingts euros).

Preuve de l'existence et de la réalisation de l'apport a été donnée au notaire instrumentant sur base d'un rapport du Conseil de gérance.

Ledit rapport, signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé de modifier en conséquence de ce qui précède l'article 5.1. des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.1.** Le capital social est fixé à vingt millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-trois euros et quatre-vingt-dix cents (20.085.743,90 EUR), représenté par cent trente mille cinquante-six (130.056) Parts sociales de classe A, cent douze mille sept cent quinze (112.715) Parts sociales de classe B et huit cent soixante mille six cent six (860.606) Parts sociales de classe C, toutes sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 4.400,- EUR.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Max MAYER, Marc WEISSBERG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 31 décembre 2012. Relation GRE/2012/5088. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 18 janvier 2013.

Référence de publication: 2013010696/336.

(130012097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Poirey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.965.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le trois janvier.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Jean-Philippe POIREY, cuisinier, né à Belfort (France) le 17 juillet 1972, demeurant à L-1330 Luxembourg, 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

agissant en son nom personnel.

2) Madame Michèle METTAVANT, épouse de Monsieur Jean-Philippe POIREY, serveuse, née à Verdun (France) le 5 juillet 1977, demeurant à L-1330 Luxembourg, 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

agissant en son nom personnel.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "POIREY S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143965, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 6 janvier 2009, publié au Mémorial C numéro 214 du 30 janvier 2009.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "POIREY S.à r.l.", pré-qualifiée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents Euros (12.500,- €), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (125,- €) chacune, entièrement libérées.

III.- Que les comparants en leur qualité d'associés déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "POIREY S.à r.l."

IV.- Que les comparants sont propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associés ils déclarent expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que les comparants déclarent que les dettes connues ont été payées et en outre qu'ils prennent à leur charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'ils répondent personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-1330 Luxembourg, 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: SAZONOVA, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04/01/2013. Relation: EAC/2013/176. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 04 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003373/46.

(130002580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Immobilière Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 77.305.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société de droit italien FIDUCIARIA CAVOUR S.R.L., ayant son siège à Piazza della Libertà 13, 00192 Rome, Italie, ici représentée par Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 19 décembre 2012,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. - Que la société anonyme IMMOBILIERE LUX S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 77.305 (NIN 2000 2222 486) a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 juillet 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 38 du 20 janvier 2001.

II. - Que le capital de la société s'élève à trente et un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

III. - Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV. - Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société IMMOBILIERE LUX S.A. n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou en nantissement.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide de dissoudre la société IMMOBILIERE LUX S.A.

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, FIDUCIARIA CAVOUR S.R.L., agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société IMMOBILIERE LUX S.A. a été réglé et FIDUCIARIA CAVOUR S.R.L. demeurera responsable de toutes dettes et de tous engagements financiers éventuels, présentement inconnus de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société étant ainsi achevée, et partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;

- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuels, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: H.H.J. KEMMERLING, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 28 décembre 2012. Relation: ECH/2012/2332. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003229/52.

(130002482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Large Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 97.591.

Suite aux résolutions du conseil de gérance en date du 18 décembre 2012 de la société Large Investments S.à r.l., les gérants ont pris la décision suivante:

Le siège de la Société est transféré du 2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg à partir du 1^{er} janvier 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Large Investments S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant

Référence de publication: 2013004043/16.

(130003985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 108.719.

Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société

Il résulte des résolutions du conseil de gérance du 4 janvier 2013, que le siège social de la Société est transféré avec effet immédiat du 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2013.

Habiba Boughaba

Mandataire

Référence de publication: 2013004159/16.

(130003925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

East Med Holdings S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 28.964.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 12 décembre 2012

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- Monsieur Demetris C. MOUSKOS, entrepreneur, demeurant à Kavafi Street, CY-2121 Aglandjia, Nicosia, Chypre;
- Monsieur Lasse LÄTTI, CFO, demeurant Villa n°91, Plot n°376-657, 24th Street, Al Barsha 2, Dubai, Emirats Arabes Unis;
- Monsieur Andrew LEACH, avocat, demeurant Villa 67, Road 32c, Al Barsha 2, Dubai, Emirats Arabes Unis.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

- KPMG, Level 12, IT Plaza Building, Dubai Silicon Oasis, Dubai, Emirats Arabes Unis.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005303/19.

(130005241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Augur Capital Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 125.591.

Im Jahre zweitausendundzwölf, den siebten Dezember.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

ACATHIA Operating Limited, eine Gesellschaft die nach dem Recht von Zypern gegründet wurde, ihren Sitz an Nafpliou 15, 2nd floor, P.C. 3025 Limassol, Zypern hat und im Handelsregister von Zypern registriert ist, handelnd als alleiniger Aktionär (nachfolgend "Alleinaktionär") der AUGUR Capital Advisors S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburgischem Recht, mit Sitz in 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg und registriert beim RCS Luxembourg unter der Nummer B 125.591 (nachfolgend "Gesellschaft").

Die Gesellschaft wurde gemäss notarieller Urkunde aufgenommen am 20. März 2007 durch Notar Henri HELLINCKX mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg und veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 779 vom 4. Mai 2007, Seite 37387 gegründet.

Der Alleinaktionär ist gemäss privatschriftlicher Vollmacht vom 20. November 2012 durch Frau Diane Wolf, Privatangestellte, mit professioneller Anschrift in 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg vertreten (nachfolgend "Bevollmächtigte").

Die Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und den unterzeichneten Notar bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Alleinaktionär bittet den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Der Alleinaktionär hält alle Aktien die das Aktienkapital der Gesellschaft repräsentieren.

II. Der Alleinaktionär hat folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt die Aufstockung des Aktienkapitals um einhundertachtundsiebzigtausendachthundertsiebzig Euro (EUR 178.870,00) um es von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,00) auf zweihundertneuntausendachthundertsiebzig Euro (EUR 209.870,00) zu erhöhen, ohne Ausgabe von neuen Aktien, durch Erhöhung des Nennwerts jeder Aktie der Gesellschaft um fünfhundertsiebenundsiebzig Euro (EUR 577,00) um den Nennwert jeder Aktie der Gesellschaft von einhundert Euro (EUR 100,00) auf sechshundertsiebenundsiebzig Euro (EUR 677,00) zu erhöhen, im Wege der Umwandlung von freien Rücklagen der Gesellschaft in Aktienkapital der Gesellschaft in Höhe von einhundertachtundsiebzigtausendachthundertsiebzig Euro (EUR 178.870,00).

Die Verfügbarkeit der vorgenannten freien Rücklagen wurde dem Notar durch eine Bescheinigung ausgestellt durch KPMG Audit S.à. r.l. réviseur d'entreprises, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg und datiert vom 7. Dezember 2012 nachgewiesen:

Die Bescheinigung bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Zweiter Beschluss

Als Folge des ersten Beschlusses beschließt der Alleinaktionär Artikel 5 Abs. 1 der Satzung anzupassen, so dass dieser zukünftig wie folgt lautet:

"Das gezeichnete Aktienkapital beträgt zweihundertneun-tausendachthundertsiebzig Euro (EUR 209.870,00). Es ist in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von je sechshundertsiebenundsiebzig Euro (EUR 677,00) eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt."

Dritter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt die Bücher der Gesellschaft sowie das Aktionärsregister der Gesellschaft entsprechend dem Inhalt der vorstehenden Beschlüsse anzupassen bzw. abzuändern und erteilt jedem Verwaltungsrat alleine die Vollmacht, einschliesslich der Erteilung von Untervollmacht(en), im Namen der und stellvertretend für die Gesellschaft die dazu notwendigen Massnahmen durchzuführen bzw. Anpassungen/Änderungen vorzunehmen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen, beläuft sich auf ungefähr EUR 2.000.-.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Bevollmächtigte, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und professioneller Adresse bekannt, hat die Bevollmächtigte mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. WOLF und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60002. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 31. Dezember 2012.

Référence de publication: 2013002939/63.

(130002794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Jerry Grün Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 30, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 26.840.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le deux novembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Monsieur Gérard dit Jerry GRÜN, gérant de société, demeurant à L-5634 Mondorf-les-Bains, 30, route de Luxembourg.

Le comparant expose ce qui suit:

1) Il s'est rendu progressivement propriétaire de la totalité des parts de la société dénommée "JERRY GRÜN SARL" avec siège social à L-Bad-Mondorf, 30 Route de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 26.840, constituée suivant acte du notaire Franck Molitor alors de résidence à Mondorf-les-Bains du 30 avril 1991, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, Numéro 20 de 1998, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant assemblée des associés en date du 25 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, Numéro 359 du 5 mars 2002, et dont le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cent (500) parts d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées.

2) L'activité de la Société a cessé.

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société, il prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

4) Il se désigne comme liquidateur de la Société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la Société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné et qu'enfin, par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et donc non encore payés, il assume irrévocablement l'obligation de les payer de sorte que tout le passif de la Société est réglé.

5) L'actif restant est attribué à l'actionnaire unique.

6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

7) Décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société.

8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social.

9) Déclaration que, conformément à la loi du 12 novembre 2004, l'actionnaire actuel est le bénéficiaire économique de l'opération.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: GRÜN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 novembre 2012. Relation: LAC/2012/52823. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003240/44.

(130003115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.